



fidh

Violations par les Etats-Unis du Pacte international relatif aux droits civils et politiques

Résumé exécutif et recommandations du rapport soumis par le
« Center for Constitutional Rights », la Fédération Internationale des Droits
de l'Homme et le Centre de Droit International des Droits de l'Homme de la
faculté de Droit de l'Université de Northwestern

A l'attention du Comité des Droits de l'Homme des Nations Unies
dans le cadre de l'examen du deuxième et troisième rapports périodiques des
Etats-Unis à la 87^{ème} Session du Comité

Juin 2006

RESUME EXECUTIF :

Le « Center for Constitutional Rights » (CCR), la Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH, dont le CCR est l'organisation membre aux Etats-Unis) et le Centre de Droit International des Droits de l'Homme de la faculté de Droit de l'Université de Northwestern (CIHR) soumettent conjointement ce rapport (complet en version anglaise) afin d'assister le Comité dans son évaluation du rapport américain et dans ses futurs débats avec les fonctionnaires du gouvernement américain pour la session de juillet 2006.

Depuis notre dernière contribution en mars de cette année, les Etats-Unis ont adopté de nouveaux dispositifs et de nouvelles pratiques qui témoignent du refus du gouvernement actuel de respecter ses obligations relevant du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (ci-après, le Pacte). Ce rapport traite brièvement de certains de ces développements juridiques et de certains autres événements qui rendent les recommandations du Comité d'autant plus critiques et opportunes.

La détention arbitraire et indéfinie à la base navale américaine de la baie de Guantánamo, Cuba (ci-après, Guantánamo) est une violation de l'article 9 qui établit que nul ne peut faire l'objet d'une arrestation ou d'une détention arbitraire. De plus, en raison de la longueur de ces détentions et des circonstances extrêmement difficiles dans lesquelles ces

hommes ont été détenus jusqu'à présent, la continuation de la détention indéfinie en soi s'élève à une violation de l'article 7 qui dispose que nul ne peut être soumis à la torture ou à d'autres peines ou traitements cruels, inhumains et dégradants et de l'article 10 qui prévoit le droit d'être traité humainement, avec respect pour la dignité humaine. Par ailleurs, les articles 7 et 10 sont aussi indépendamment violés par le gouvernement américain à travers les interrogations abusives et les pratiques de détentions à Guantánamo. Le gouvernement américain s'efforce, notamment par le biais du « Detainee Treatment Act » de 2005, d'empêcher les cours américaines d'avoir compétence sur les demandes de *habeas corpus* en cours en faveur des détenus de Guantánamo, ce qui constitue une violation de l'article 9 (4), selon lequel tout individu a le droit d'introduire un recours devant un tribunal afin que celui-ci statue sans délai sur la légalité de sa détention. De même, les provisions de cette loi, qui retire toute compétence aux cours américaines pour juger de toute autre question relevant de Guantánamo, constituent une violation par le gouvernement américain de ses obligations relevant de l'article 2 qui exige que l'Etat partie garantisse des recours judiciaires contre les violations des dispositions du Pacte. Enfin, l'utilisation des commissions militaires qui ne respectent pas les normes de droit international relatives à un procès juste et équitable constitue une violation des obligations des Etats-Unis, établies à l'article 14.

Malgré le fait que de nombreux documents du gouvernement récemment rendus public montre que beaucoup de détenus : (i) ne sont pas « ennemis combattants » dans le sens de la définition de cette expression par la Cour Suprême des Etats-Unis, (ii) ont été saisis dans des pays loin des lieux de combats, lorsque occupés à des activités n'ayant en rien à voir avec le conflit armé en Afghanistan ou avec les activités de Al Qaeda, ou (iii) ont été vendus en échange de généreuses primes offertes par les Etats-Unis dans le cadre de sa campagne locale pour l'enrôlement de citoyens en Pakistan et en Afghanistan, très peu a été fait pour avancer dans la libération et le réinsertion de ceux incorrectement détenus. Au lieu de cela, le gouvernement des Etats-Unis continue d'affirmer que ces hommes n'ont aucun droit à force exécutoire, et ils sont ainsi relégués à un destin en suspens jusqu'à ce que le gouvernement trouve quoi faire de ces personnes.

En attente dans une prison remplie d'angoisse et de désespérance, ces hommes sombrent toujours plus bas dans le découragement. Samedi 10 juin 2006, trois hommes, Ali Abdullah Ahmed, Mani Shaman al-Habardi al-Utaybi, et Yassar Talal Al-Zahrani ont été trouvé morts dans leurs cellules, s'étant apparemment suicidés aux premières heures du matin.

Nous exhortons vivement le Comité à se renseigner auprès du gouvernement des Etats-Unis pour savoir si il a l'intention de fermer la prison de Guantánamo, de libérer les détenus ou de les juger dans le système juridique approprié, et de démarrer une enquête indépendante sur les dispositifs politiques qui ont conduit à des tels traitements inhumains et sur les fonctionnaires et les officiers qui les ont créé et appliqué.

RECOMMANDATIONS :

Recommandations concernant la détention arbitraire :

1. Fermer le centre de détention de Guantánamo. Tous les individus actuellement détenus à Guantánamo doivent être, soit mis en accusation sans délai, soit relâchés. Ceux mis en accusation doivent être transférés, en attente de leur procès, dans des centres de détentions sur le territoire américain et doivent être diligemment jugés devant des tribunaux civils ou, lorsque la Troisième Convention de Genève s'applique concernant les procès des prisonniers de guerre, devant les mêmes tribunaux traitant de crimes comparables commis par les membres de l'armée américaine. Dans tous les cas, ces cours devront intégralement respecter toutes les conditions d'un procès équitable, énoncées dans le Pacte.
2. Toutes les personnes qui ne seront pas mises en accusation ainsi que celles acquittées après leur procès devront être renvoyées dans leur pays, sauf lorsqu'il existe de bonnes raisons de croire que celle-ci court le danger d'être soumise à la torture. Dans ces cas exceptionnels, il relève de la responsabilité des Etats-Unis de voir dans quel pays sera-t-il approprié de réinsérer ces individus.

Recommandations concernant la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains et dégradants :

3. Fermer le centre de détention de Guantánamo.
4. S'assurer que toutes les règles, instructions, dispositifs et pratiques d'interrogations sont conformes avec l'interdiction absolue de la torture et d'autres peines ou traitements cruels, inhumains et dégradants, et affirmer qu'aucune exception à ce mandat ne peut être prise, et ce en aucune circonstance.
5. S'assurer que tous les prisonniers et détenus soient emprisonnés dans des conditions respectueuses de la dignité humaine. Aucun prisonnier ou détenu de doit être gardé dans des cellules surpeuplées, dangereuses, sales, insupportablement bruyantes ou intolérablement chaudes ou froides.
6. S'assurer que tous les prisonniers et détenus aient un accès diligent à une aide médicale, y compris à une aide psychiatrique et psychologique.
7. Autoriser un accès total à tous les prisonniers et détenus retenus sous le contrôle des Etats-Unis, y compris pour les droits de visites privées, aux experts indépendants des droits de l'homme des Nations Unies, au Comité International de la Croix-Rouge, et à d'autres organes indépendants de contrôle des droits de l'homme.
8. Accorder à tous les prisonniers et détenus un rapide accès au conseil juridique, aux docteurs indépendants et aux membres de leur famille.
9. Interdire, dans toute procédure civile ou militaire, judiciaire, administrative ou autre, l'utilisation de preuves ou de témoignages obtenus sous la torture ou sous d'autres peines ou traitements cruels, inhumains et dégradants.

10. Immédiatement mettre fin à la pratique de renvoyer des individus vers des centres de détention secrets ou vers des pays dans lesquels la torture est un sérieux problème en matière de droit de l'homme. Mettre également un terme à l'utilisation de menaces de tels renvois comme technique d'interrogation.
11. S'assurer de l'existence d'un réel examen juridique de tous les transferts de détenus entre les Etats-Unis et d'autres pays, et interdire tous les transferts vers des pays où il y a de bonnes raisons de croire qu'un détenu court le danger d'être soumis à la torture, et ce conformément à la Convention Contre la Torture.
12. Mettre fin aux recours aux assurances diplomatiques pour faciliter les transferts de détenus vers des pays où il y existe de bonnes raisons de croire qu'un détenu court le danger d'être soumis à la torture.
13. Etablir une commission indépendante pour enquêter sur les dispositifs et les pratiques qui ont conduit à l'utilisation répandue et systématique de la torture et d'autres peines ou traitements cruels, inhumains et dégradants à l'encontre de prisonniers détenus par les Etats-Unis à Guantánamo, en Afghanistan et en Iraq, ainsi que dans les centres de détention secrets.
14. Tenir pour responsables tous les individus, y compris les fonctionnaires du gouvernement, les membres des forces armées, le personnel des renseignements, le personnel médical, et les contractants et interprètes privés du gouvernement qui ont autorisé, toléré, ou commis des actes de torture ou d'autres peines ou traitements cruels, inhumains et dégradants.
15. Juger les crimes de torture et d'abus aussi agressivement que d'autres actes criminels impliquant des blessures physiques et mentales.

Recommandations concernant le refus de compensation équitable pour les victimes de violations des droits du Pacte :

16. Révoquer les provisions du « Detainee Treatment Act » qui retireraient toute compétence aux cours américaines sur les actes relevant des détentions de Guantánamo.
17. S'assurer de l'existence de compensations judiciaires effectives pour les violations des droits établis dans le Pacte commises par les Etats-Unis, leurs employés et agents, quelque soit l'endroit où la violation ait été perpétrée et quelque soit la nationalité de la victime.

Recommandations concernant les violations par les commissions militaires de Guantánamo du droit à un procès juste et équitable :

18. Mettre fin au recours aux commissions militaires. Les détenus qui ont été mis en accusation et jugés doivent être jugés devant des cours civiles ou, lorsque la Troisième Convention de Genève s'applique concernant les procès des prisonniers de guerre, devant les mêmes tribunaux traitant de crimes comparables commis par

les membres de l'armée américaine. Dans tous les cas, ces cours devront intégralement respecter toutes les conditions d'un procès équitable, énoncées dans le Pacte.